



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 8 juin 2020

Extrait de la délibération affiché le **12 juin 2020**.

L'an deux mille vingt, **le huit juin à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Damien **GUILLARD**, Christel **BOUBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Virginie **VANDAELE**, Sylvain **CORNETTE**, Agnès **SIBILLE**, Jean-Luc **HEBERT**, Isabelle **CREVEL**, Gilles **BELLIÈRE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Yannick **LE COQ**, Aliké **PERENDOUKOU**, Nicolas **SAJOUS**, Pascale **GALAIS**, Eric **LE FEVRE**, Edith **LE ROUX**, Nicolas **BERTIN**, Sandrine **VEERAYEN**, Patrick **DENISE**, Véronique **BLONDEL**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Catherine **OMONT**, Thierry **GOUMENT**, Aline **MARECHAL**, Jean-Pierre **LAURENT**, Corinne **CHOUQUET**, Agnès **MERLIN**, Arnaud **LECLERRE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Laurent **GILLE**.

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 8 juin 2020

2020.06/65

RESSOURCES HUMAINES – RECRUTEMENT D'UN DIRECTEUR DE CABINET – AUTORISATION

M. Jérôme DUBOST, Maire – L'article 110 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale a créé les emplois de collaborateur de cabinet au sein des collectivités territoriales. Il dispose que « l'autorité territoriale peut, pour former son cabinet, librement recruter un ou plusieurs collaborateurs de cabinet ».

Le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet en limite les effectifs, soit 1 collaborateur pour les maires de communes de moins de 20 000 habitants, et encadre les conditions de rémunérations.

La qualité de collaborateur de cabinet est incompatible avec l'affectation à un emploi permanent d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public relevant de la loi du 26 janvier 1984.

Les non-fonctionnaires recrutés sur un emploi de cabinet ne disposent d'aucun droit à la titularisation. L'exécutif territorial met librement fin aux fonctions du collaborateur de cabinet.

L'inscription du montant des crédits affectés au recrutement d'un collaborateur de cabinet du Maire est soumise à la décision du conseil municipal.

Le directeur de cabinet du Maire sera recruté directement par le Maire, auprès duquel il exercera ses fonctions. Elles prendront fin au plus tard en même temps que le mandat du Maire.

Sur ce fondement, il est proposé la création d'un poste de directeur de cabinet, directement rattaché à l'autorité du Maire et exerçant auprès de lui une mission de conseil et d'assistance dans sa double responsabilité politique et administrative, sans aucune délégation de signature, afin d'assurer les missions suivantes :

- conseil auprès du Maire,
- appui à l'élaboration des décisions à partir des analyses réalisées par les services de la collectivité,
- liaison au quotidien entre l'autorité territoriale et l'administration, les élus et les interlocuteurs externes (autres collectivités et EPCI, services de l'Etat, médias, entreprises, associations, habitants...)
- représentation à la demande du Maire.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 110 ;

VU le décret 87-1004 du 16 décembre 1987 modifié, relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales ;

VU le budget primitif de l'exercice 2020 ;

CONSIDERANT

- Que pour les communes de moins de 20 000 habitants, le nombre de collaborateurs de cabinet ne peut excéder 1 ;
- Que la rémunération prévue pour l'emploi de cabinet ne peut excéder :
 - 90% de l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire en fonction dans la collectivité,
 - 90% du montant maximum des primes instituées par l'assemblée délibérante et servie au fonctionnaire titulaire du grade de référence.

VU le rapport de M. le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **De créer un emploi de directeur de cabinet**
- **D'inscrire au budget les crédits nécessaires à son recrutement pour la durée du mandat, sur la base de l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire en fonction dans la collectivité.**

Imputation budgétaire

Exercice 2020

Budget Principal

Sous-fonctions et rubriques : 422

Nature 64131 – 64138

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.